

Bujumbura lance une contre-offensive diplomatique sur les allégations de l'ONU

RFI, 16-04-2014 Le Burundi exige des excuses de l'ONU après ses accusations. Il y a quelques jours, la presse rapportait un document interne du bureau de l'ONU au Burundi qui renseignait sur une éventuelle distribution d'armes aux jeunes parti au pouvoir. Une information démentie par Bujumbura qui a décidé de hausser le ton au cours d'une rencontre, mardi, entre le premier vice-président et le corps diplomatique. Le bureau des Nations unies au Burundi a eu beau expliquer qu'il ne s'agissait que d'un simple câble diplomatique qui a fuit, rien à faire, Bujumbura ne décolère-t-il pas ? Sans jamais le nommer, le premier vice-président du Burundi s'en est pris directement au représentant du secrétaire général de l'ONU au Burundi, Parfait Onyanga Anyanga, accusé de tous les maux, au cours de cette rencontre. « Une certaine autorité, au nom du bureau des Nations unies au Burundi, a diffusé cette rumeur de mauvais goût. Le gouvernement du Burundi lui demande de donner des éléments de preuve, ou d'admettre de preuves, le gouvernement invite à se rétracter officiellement », a notamment déclaré le vice-président, Prosper Banzombanza. Des inquiétudes ont été exprimées par l'ambassadeur de France à Bujumbura, Gerrit Van Rossum : « Tout ce que le gouvernement du Burundi fera pour mettre un terme à l'intolérance politique, à l'intimidation, quels qu'en soient les auteurs, et quelque chose encourage l'ensemble de la communauté internationale à continuer à travailler main dans la main avec le gouvernement du Burundi ». Mais cela ne sera pas suffisant pour calmer le pouvoir burundais, qui a rejeté l'idée d'une commission d'enquête internationale et neutre sur ces accusations.